

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article489>

Communiqué du sntrs-cgt

- ACTUALITES - Dossiers Thématiques - ARCHIVES - 2010 -

Date de mise en ligne : mercredi 22 décembre 2010

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Communiqué du SNTRS-CGT

Non à la prise en otage de la communauté scientifique et universitaire par le président de la région Languedoc Roussillon ! Pour le maintien de tous les financements régionaux aux universités et laboratoires de Montpellier et de toute la région !

Le SNTRS-CGT dénonce l'ultimatum du président de région, M. Christian Bourquin lancé à la communauté scientifique et universitaire montpelliéraine par voie de presse et de lettre aux chercheurs et enseignants-chercheurs. Cette adresse du président de région a été diffusée par mail aux personnels des laboratoires de recherche, en fin de journée du 21 décembre. Elle les menace de supprimer tous les financements de la région si la fusion des 3 universités (accord sur la gouvernance) n'était pas réalisée pour déposer un projet d'Initiative d'Excellence (Idex) d'ici le 3 janvier.

Le SNTRS-CGT rappelle que le grand emprunt et ses appels d'offre dont celui d'Initiative d'Excellence est en réalité un vaste plan de restructuration de toute la recherche et l'enseignement supérieur. Cette dotation en capital dont le placement en bourse financera 5 à 10 sites universitaires. Pour chacun de ces sites, ce sont seulement 1 ou 2 thèmes très ciblés et jugés rentables par le gouvernement du point de vue de l'innovation et de la prise de brevets au bénéfice de quelques grands groupes industriels, qui seront retenus. Ceci se fera au détriment de la majorité des universités et laboratoires de recherche qui tous connaîtront en 2011 une baisse de leurs crédits de l'ordre de 15%, suivie d'autres baisses en 2012 et 2013.

Le jury international qui devrait faire le choix n'est que pure mascarade car en réalité c'est le gouvernement qui aura le dernier mot sur le choix des vainqueurs, il l'a lui-même dit à plusieurs reprises et sous différentes formes. Enfin, comme si les toutes les pressions exercées par le gouvernement lui-même ne suffisaient pas pour faire passer en force une politique qui aurait pour conséquence le démantèlement des organismes de recherche, dont le CNRS et ses UMR, le président de région exerce à son tour, un chantage financier. Il le fait dans un contexte où la communauté a déjà subi de nombreuses pressions, tentatives de déstabilisation, de destruction des collectifs de travail.

Le grand Emprunt et ses Initiatives d'Excellence (Idex) ont été condamnés par la plupart des syndicats, ainsi que le conseil scientifique du CNRS et certains conseils d'administration et scientifiques de plusieurs universités. Les conséquences de sa mise en place seraient une augmentation de la précarité, une paupérisation croissante de nombreuses équipes et l'abandon de pans disciplinaires entiers.

Enfin, sa mise en place se fera par le biais d'une gouvernance autocratique, limitant encore plus la démocratie et la représentation des personnels des universités et des laboratoires dans les instances universitaires. La Cgt défend le développement harmonieux sur tout le territoire afin notamment que tous les jeunes puissent accéder au même droit à l'éducation, à une formation de qualité, à l'obtention de diplômes nationaux. Pour ces raisons, la Cgt ne peut que s'opposer au plan Idex. Notre conception républicaine du service public de l'enseignement supérieur adossé à la recherche et bénéficiant de toute liberté académique devrait être partagée par un président de région de gauche.

C'est au nom de ces principes que le SNTRS-CGT exige le maintien des financements de la région aux laboratoires de recherche et aux universités, sans aucune condition, ni ingérence.

Villejuif, le 22 décembre 2010.